



ENGAGEMENT RÉEL DES ÉDITEURS ET DE L'ÉTAT POUR L'AVENIR DE LA PRESSE PAPIER ?

Lors de la réunion du 18 novembre 2014, les éditeurs ont confirmé le principe selon lequel les journaux papier restent essentiels pour asseoir le modèle économique de la presse quotidienne nationale. Ils confirment également leur volonté stratégique à maintenir, autant que possible ce pilier, tout en tenant compte de l'évolution structurelle liée à l'évolution des usages.

Le préambule du projet d'accord du SPQN remis aux organisations syndicales réaffirme ces principes :

- *Les journaux « papier » portent l'identité historique de chaque marque de presse, sa crédibilité, sa notoriété.*
- *Ils constituent un rendez-vous qui reste fondamental dans le rythme de l'actualité et de la vie citoyenne, en apportant aux lecteurs la sélection essentielle des informations et des analyses des 24 dernières heures.*
- *Les développements numériques sont essentiels pour enrichir l'offre éditoriale des titres, l'adapter aux nouveaux usages et conquérir de nouveaux lectorats (notamment les jeunes), mais restent aujourd'hui complémentaires de la vente des journaux sous format « papier ».*

C'est pourquoi il est essentiel pour les éditeurs de continuer, en parallèle des investissements pour le numérique, à maintenir leurs investissements sur le format papier à tous les niveaux pour renforcer la qualité éditoriale, maintenir un rythme d'innovation régulier, assurer la promotion et l'accès des journaux pour les lecteurs en kiosque et par abonnement, maintenir le chiffre d'affaires publicitaire notamment au travers d'innovations, et permettre l'évolution des imprimeries dans une logique de filière intégrée. »

C'est à partir de ce premier constat que les représentants du Comité Inter CGT et du BP-UFICT ont rencontré, le 21 novembre, les représentants du ministère de la culture et de la communication, de la direction générale des médias et de la communication. Participaient aussi à cette réunion, le président et les vice-présidents du syndicat de la presse quotidienne nationale.

A cette occasion, les représentants de la CGT ont rappelé à leurs interlocuteurs, que le nouveau modèle économique du secteur impression ne peut se concevoir sous le seul prisme des économies budgétaires. Réduit à ce seul postulat récurrent de la part du Gouvernement et des éditeurs, l'avenir de la presse quotidienne nationale sur support papier serait alors gravement menacé.

Dans un contexte de baisse des volumes de la PQN, la réaffirmation du rôle incontournable du papier dans l'univers des médias et des besoins en matière

d'investissement a nécessité l'ouverture d'une négociation de filière pour le secteur impression. Cette négociation majeure pour l'avenir de l'imprimé de presse quotidienne doit se concrétiser par la définition de l'évolution du modèle économique des centres d'impression sur l'ensemble du territoire qui concourent à la réalisation des publications d'informations politiques et générales. Garant du respect du cadre pluraliste et démocratique de la presse d'information, l'Etat doit s'engager, dès à présent, à définir et à garantir l'avenir du support imprimé en imposant une redéfinition des conditions d'obtention des aides publiques.

Certes, les représentants du ministère ont réaffirmé l'intérêt qu'ils portent au support papier et se déclarent prêts à examiner les conditions qui visent à transformer le modèle économique du secteur. De même, la directrice générale de la DGMIC semble entendre nos propositions sur la définition d'un modèle économique mixte permettant de pérenniser le support imprimé.

Cependant, les représentants du ministère ont laissé planer quelques inquiétudes pour l'avenir de la presse imprimée d'information en confirmant la politique d'austérité menée par l'actuel Gouvernement et en réservant leur réponse sur la possibilité d'un accompagnement professionnel et social.

La définition d'un avenir pour la presse ne peut se construire sur les fondements d'une politique d'austérité déclinée à toutes les sauces de la politique gouvernementale. Les transformations inédites que rencontre le secteur de l'information nécessitent un véritable engagement des éditeurs pour assurer et pérenniser l'avenir de la presse papier.

Cette volonté politique doit s'affirmer au plus haut niveau de l'Etat, dans le respect de ses missions régaliennes et démocratiques, visant à garantir le pluralisme d'une presse d'information libre et indépendante.

Dans les jours à venir, nos syndicats seront très attentifs aux positions prises par les éditeurs et l'Etat qui décideront de l'avenir d'une profession qui doit se construire sur des réalités et non sur le dogme du tout numérique.

Les représentants du Comité Inter CGT et du BP-UFICT appellent leurs mandants et les salariés de la profession à se mobiliser afin d'obtenir de véritables engagements de l'Etat permettant de garantir l'avenir de la presse papier.

Paris, le 24 novembre 2014